

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances

1^{er} trimestre 2024

Mai 2024

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

BURKINA FASO
Unité - Progrès – Justice

.....
SECRETARIAT GENERAL

.....
DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET
DES STATISTIQUES SECTORIELLES

Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances

1^{er} trimestre 2024

Mai 2024

Table des matières

TABLE DES MATIERES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX.....	5
LISTE DES GRAPHIQUES	7
AVANT-PROPOS.....	8
I. PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT.....	9
I.1. COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION	9
I.2. STATISTIQUES RELATIVES AUX ACTIVITÉS INDUSTRIELLES	10
I.3. NIVEAU GÉNÉRAL DES PRIX.....	12
I.4. BALANCE DES PAIEMENTS	15
I.5. SITUATION MONÉTAIRE	16
I.6. COMMERCE EXTÉRIEUR	19
I.7. TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT	23
I.8. GESTION OPÉRATIONNELLE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	25
II. MOBILISATION DES RESSOURCES.....	26
II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES INTÉRIEURES.....	26
II.2. ÉMISSIONS DES TITRES PUBLICS	29
II.3. DÉCAISSEMENTS DES APPUIS BUDGÉTAIRES	29
III. GESTION BUDGÉTAIRE, TENUE DES COMPTES PUBLICS, EXERCICE DE LA TUTELLE ET SUPERVISION DES SYSTÈMES FINANCIERS	31
III.1. EXECUTION DES DÉPENSES	31
III.2. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	32
III.3. SUIVI DE QUELQUES INDICATEURS DE RÉSULTATS	33
IV. CONTRÔLE, AUDIT ET SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT.....	35
IV.1. CONTRÔLE, AUDIT ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUX ET LA CORRUPTION	35
IV.2. PRÉVENTION ET GESTION DU CONTENTIEUX DE L'ÉTAT.....	36

Sigles et abréviations

AEN	Actifs extérieurs nets
AID	Autres institutions de Dépôts
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BD	Base de données
DGB	Direction générale du budget
DGCMF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	Direction générale de la coopération
DGD	Direction générale des douanes
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction générale des impôts
DGTCP	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
EPE	Établissement public de l'État
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FOB	Free on board (sans frais à bord)
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	Indice harmonisé de la production industrielle
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
IPI	Indice de la production industrielle
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
MSMF 2000	Manuel de statistiques monétaires et financières (2000)
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'investissement public
PTA	Plan de travail annuel
SYGADE	Système de gestion et d'analyse de la dette
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat

Liste des tableaux

Tableau I.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute par branche d'activités en volume aux prix de l'année précédente en chaînés et corrigés des variations saisonnières (en milliards FCFA).....	9
Tableau I.2 : Évolution trimestrielle de l'Indice de la production industrielle (IPI) (base 100 en 2015), par branches d'activités	11
Tableau I.3 : Evolution mensuelle au cours des douze derniers mois de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014).....	12
Tableau I.4 : Evolution sur quelques trimestres de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)	13
Tableau I.5 : Evolution trimestrielle de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) selon les nomenclatures secondaires (Base 100: année 2014).....	14
Tableau I.6: Évolution trimestrielle de la balance des paiements en termes de règlements (Soldes en milliards FCFA)	15
Tableau I.7 : Situation trimestrielle de la Banque centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)	16
Tableau I.8 : Situation trimestrielle des Autres Institutions de Dépôts (AID) selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA).....	17
Tableau I.9 : Situation trimestrielle des créances nettes sur l'Administration centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA).....	17
Tableau I.10 : Évolution trimestrielle des agrégats de monnaie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA).....	18
Tableau I.11 : Évolution trimestrielle des créances sur l'économie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA).....	18
Tableau I.12 : Évolution trimestrielle des principaux produits exportés : valeur FOB (en milliards FCFA).....	20
Tableau I.13 : Évolution trimestrielle des exportations par pays de destination : valeur FOB (milliards FCFA).....	20
Tableau I.14 : Évolution trimestrielle des importations des principaux produits mis à la consommation (en milliards FCFA)	21
Tableau I.15 : Évolution trimestrielle des importations de mise à la consommation par pays d'origine (en milliards FCFA).....	22
Tableau I.16 : Évolution trimestrielle des opérations de recettes et dons (en milliards FCFA)	23
Tableau I.17 : Évolution trimestrielle des opérations de dépenses totales et prêts nets (en milliards FCFA).....	23
Tableau I.18 : Évolution trimestrielle des soldes caractéristiques et des financements des opérations financières de l'État (en milliards FCFA).....	24
Tableau I.19 : Évolution sur quelques trimestres du financement des startup, de l'inclusion financière et de l'exécution du PIP	25
Tableau II.1 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires totales mobilisées (en milliards FCFA)	26
Tableau II.2 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées par la DGTCP (en milliards FCFA).....	26
Tableau II.3 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées par la DGI (en milliards FCFA).....	27
Tableau II.4 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées par la DGD (en milliards FCFA).....	27
Tableau II.5 : Évolution trimestrielle des recettes minières (en milliards FCFA).	28
Tableau II.6 : Situation des émissions de titres publics par la DGTCP	29
Tableau II.7 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par source de financement (en milliards FCFA).....	29
Tableau II.8 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par type et par partenaire (en milliards FCFA)	30
Tableau II.9 : Évolution des taux de recouvrement des recettes (en %).....	30
Tableau III.1 : Évolution trimestrielle de la situation des dépenses de l'État, engagées et visées (en milliards FCFA).....	31
Tableau III.2 : Évolution de l'encours de la dette extérieure (en milliards FCFA).....	32
Tableau III.3 : Évolution de l'encours de la dette intérieure (en milliards FCFA).....	32
Tableau III.4 : Évolution du service de la dette publique par catégorie (en milliards FCFA).....	33

Tableau III.5 : Évolution du service de la dette publique (principal et charges), en milliards FCFA	33
Tableau III.6 : Évolution de quelques indicateurs de résultats	34
Tableau IV.1 : Evolution trimestrielle du nombre de marchés publics approuvés selon le mode de passation	35
Tableau IV.2 : Évolution trimestrielle des marchés publics approuvés selon le mode de passation (en milliards FCFA)	35
Tableau IV.3 : Évolution de quelques indicateurs relatifs au contrôle et audit	36
Tableau IV.4 : Quelques indicateurs de sauvegarde des intérêts de l'Etat au cours de l'année 2023 (en %)	36

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution trimestrielle de la contribution à la croissance en volume du PIB, CVS (en points de pourcentage)	10
Graphique 2 : Évolution trimestrielle des exportations, des importations et du solde commercial (en milliards FCFA)	19
Graphique 3 : Evolution trimestrielle des taux de recouvrement par régie de recettes (%)	28

Avant-propos

Le **Bulletin statistique trimestriel de l'économie et des finances** est un document produit par la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP). Il compile un ensemble de données statistiques essentielles, permettant d'apprécier les efforts des structures du ministère dans l'exécution de leurs missions à travers la mise en œuvre des activités trimestrielles dans les différents programmes budgétaires opérationnels du département.

Ce bulletin est élaboré à partir des informations collectées auprès des structures du MEFP et de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) concernant les activités réalisées au cours de chaque trimestre de l'année. Il repose sur la fourniture de données statistiques par domaines, regroupées suivant les quatre (04) programmes budgétaires opérationnels du MEFP :

- pilotage de l'économie et du développement ;
- mobilisation des ressources ;
- gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers ;
- contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'État.

Le présent bulletin statistique rend compte des activités réalisées au titre du premier trimestre de l'année 2024. Il sera diffusé sur les sites web du MEFP (www.finances.gov.bf) et de la DGESS/MEFP (www.dgess.finances.bf).

La Directrice Générale des Études
et des Statistiques Sectorielles

Aïssata SANE/CONGO
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

I. Pilotage de l'économie et du développement

Une des missions principales du MEFP est de produire les statistiques nécessaires au pilotage de l'économie et du développement. En plus des données des enquêtes périodiques, des efforts sont faits par le ministère pour la production de statistiques infra-annuelles dont les principales sont présentées dans ce document. Toutefois, compte tenu de leur calendrier de diffusion, les données du premier trimestre 2024 sur les comptes nationaux, la Balance des paiements, et celles relatives à l'Indice de la production industrielle (IPI) ne sont pas disponibles. L'analyse est faite en tenant compte des dernières informations disponibles.

I.1. Comptes économiques de la Nation¹

Comme l'indique le tableau I.1 ci-dessous, le Produit intérieur brut (PIB) réel au quatrième trimestre 2023 est en amélioration de 14,28 milliards FCFA par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette performance est due principalement à la hausse de la valeur ajoutée des secteurs tertiaires (+17,24 milliards FCFA) et secondaires (+7,99 milliards FCFA). En revanche, la valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une baisse trimestrielle de 5,64 milliards FCFA.

En comparaison à la même période en 2022, le PIB réel a connu une progression de 87,99 milliards FCFA, liée à la hausse de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (+68,95 milliards FCFA) et celle du secteur secondaire (+34,15 milliards). Le secteur primaire ayant connu une baisse de sa valeur ajoutée de 11,20 milliards.

Tableau I.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute par branche d'activités en volume aux prix de l'année précédente en chaînés et corrigés des variations saisonnières (en milliards FCFA)

	T4_2022	T1_2023	T2_2023	T3_2023	T4_2023	Variation (en milliards FCFA) ²	
						Trim	An
Secteur primaire	499,70	437,69	459,95	447,81	442,17	-5,64	-11,20
Secteur secondaire	596,40	609,00	601,94	638,98	646,97	7,99	34,15
Secteur tertiaire	1 097,30	1 193,13	1 212,31	1 216,74	1 233,98	17,24	68,95
Total	2 194,50	2 249,09	2 281,35	2 314,65	2 333,73	19,08	89,41
Impôts et taxes	266,80	249,70	244,42	259,63	254,80	-4,83	-1,65
PIB	2 463,30	2 499,65	2 526,63	2 574,92	2 589,20	14,28	87,99
Ecart statistique / de chaînage	2,00	10,13	7,99	11,75	11,28		

Source : INSD, comptes nationaux trimestriels 2022-2023

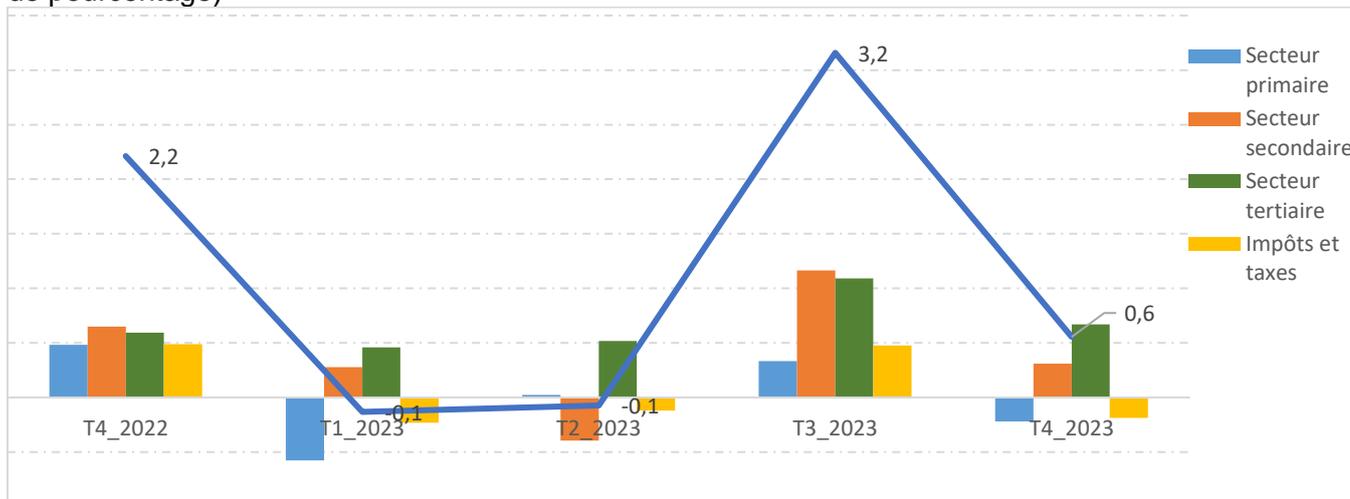
L'analyse du graphique ci-dessous montre qu'en valeur relative, le PIB réel au quatrième trimestre 2023 est en hausse de 0,6% par rapport au trimestre précédent tirée par les secteurs tertiaire (+1,4%) et primaire (+1,3%).

En ce qui concerne les contributions sectorielles à la croissance du PIB, tous les secteurs ainsi que les impôts et taxes ont enregistré une baisse de leur contribution par rapport au troisième trimestre 2023.

¹ Conformément au calendrier de diffusion, les données des comptes nationaux sont diffusées 90 jours après la fin du trimestre.

² Il s'agit de la différence entre le 4^{ème} trimestre et le 3^{er} trimestre 2023 pour la variation trimestrielle et entre le 4^{ème} trimestre 2023 et le 4^{ème} trimestre 2022 pour la variation annuelle

Graphique 1 : Evolution trimestrielle de la contribution à la croissance en volume du PIB, CVS³ (en points de pourcentage)



Source : DGESS à partir des données des Comptes nationaux trimestriels de l'INSD

I.2. Statistiques relatives aux activités industrielles⁴

L'Indice de la production industrielle (IPI) mesure l'évolution de la production en volume des biens et services industriels incluant les biens fabriqués ou transformés et les services industriels fournis ou sous traités par les unités industrielles résidentes au Burkina Faso.

La production en volume des industries extractives au quatrième trimestre 2023 a connu une hausse de 5,6% par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette hausse est imputable à l'accélération de l'extraction de minerais métalliques (+6,6%). En revanche, sur la même période, les activités de soutien aux industries extractives ont connu une forte baisse de 30,6%.

En glissement annuel, la production des industries extractives a baissé de 25,4% en volume. Cette baisse est attribuable à la baisse enregistrée au niveau de l'extraction de minerais métalliques (-25,1%) et des activités de soutien aux industries extractives (-33,4%).

Concernant la production en volume des industries manufacturières, une hausse de 31,1% a été enregistrée, en lien principalement avec l'accroissement de la production dans les branches « Travail du caoutchouc et du plastique » (+79,2%), « Fabrication de produits à base de tabac » (+68,7%), « Fabrication de boissons » (+46,7%). Comparée à la même période de l'année 2022, la production des industries manufacturières est en hausse de 42,6%, résultat de la hausse constatée principalement dans les branches « Fabrication d'articles d'habillement » (+88,3%), « Métallurgie » (+61,1) et « Fabrication de boissons » (+55,8%).

Quant à la production en volume dans l'industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, elle a connu une hausse de 6,1%, imputable à la hausse de 10,3% au captage, traitement et distribution d'eau.

Comparée à la même période de l'année 2022, elle a enregistré une hausse de 1,5%.

³ CVS : Corrigé des variations saisonnières

⁴ Conformément au calendrier de diffusion, les données sur la production industrielle sont diffusées 90 jours après la fin du trimestre

Tableau I.2 : Évolution trimestrielle de l'Indice de la production industrielle (IPI) (base 100 en 2015), par branches d'activités

	Pond.	T4_2022	T1_2023	T2_2023	T3_2023	T4_2023	Glissement (%) ⁵	
							Trim.	An
Egrenage du coton	314,3	17,48	33,93	2,52	9,01	5,30	-41,15	-69,67
Industries extractives	5 318	141,83	110,78	110,64	100,15	105,76	5,60	-25,44
Extraction de minerais métalliques	5 072,7	133,83	104,22	104,31	93,56	99,69	6,55	-25,51
Activités de soutien aux industries extractives	245,7	249,00	194,30	172,35	238,93	165,82	-30,60	-33,40
Industries manufacturières	3 948	140,87	146,08	155,47	153,14	200,80	31,12	42,55
Fabrication de produits alimentaires	1 948,8	82,97	72,28	86,39	63,14	70,06	10,95	-15,56
Fabrication de boissons	663,4	228,47	177,54	196,05	242,69	355,94	46,66	55,79
Fabrication de produits à base de tabac	18,9	92,05	161,70	113,65	73,38	123,79	68,68	34,48
Activités de fabrication de textiles	285,7	108,30	138,48	118,67	110,35	97,98	-11,20	-9,53
Fabrication d'articles d'habillement	197,9	173,70	160,97	138,07	128,63	327,02	154,23	88,26
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,2	20,01	40,75	31,72	31,65	13,60	-57,05	-32,06
Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	120,6	173,45	217,82	205,05	266,95	251,30	-5,86	44,88
Fabrication du papier et du carton	2,5	215,93	299,23	220,71	29,89	204,44	584,04	-5,32
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	58,4	108,32	228,59	201,70	186,56	162,52	-12,89	50,04
Fabrication de produits chimiques	94,0	182,44	641,92	592,97	801,73	819,53	2,22	349,22
Travail du caoutchouc et du plastique	1,5	149,39	171,88	159,30	122,24	219,11	79,25	46,67
Fabrication de matériaux minéraux	192,3	79,95	88,21	96,64	72,45	83,03	14,59	3,84
Métallurgie	106,2	60,99	58,03	76,85	68,89	98,67	43,23	61,78
Fabrication d'ouvrages en métaux	228,0	435,76	90,66	137,65	146,07	169,31	15,92	-61,14
Fabrication de meubles et matelas	22,1	191,83	259,39	374,38	161,97	114,76	-29,15	-40,18
Autres industries manufacturières	7,9	137,27	166,17	28,42	296,08	337,39	13,96	145,80
Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	419	380,52	429,05	538,04	363,69	386,05	6,15	1,45
Production et distribution d'électricité et de gaz	317,1	362,78	424,19	565,88	352,45	370,27	5,05	2,06
Captage, traitement et distribution d'eau	101,9	245,07	249,29	229,18	228,81	252,35	10,29	2,97

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes trimestrielles de l'IPI

⁵ Il s'agit de la différence entre le 4^{ème} trimestre 2023 et le 3^{er} trimestre 2023 pour le glissement trimestriel et entre 4^{ème} trimestre 2023 et le 4^{ème} trimestre 2022 pour le glissement annuel

I.3. Niveau général des prix

Le niveau général des prix, mesuré par l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a connu une baisse au cours du premier trimestre 2024 passant de 126,15 au mois de janvier à 125,23 au mois de mars 2024 comme observé dans le tableau suivant.

Tableau I.3 : Evolution mensuelle au cours des douze derniers mois de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)

	Pond.	Avr. 2023	Mai 2023	Juin. 2023	Juil 2023	Août 2023	Sept 2023	Oct 2023	Nov 2023	Dec 2023	Jan. 2024	Fev. 2024	Mar. 2024
Produits alimentaires et boissons alcoolisées	5 016,8	136,29	138,38	141,18	141,55	140,10	139,99	139,92	140,70	137,51	137,41	137,15	138,29
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	285,0	153,80	163,54	162,31	171,23	166,48	156,47	151,26	162,39	161,11	152,12	152,74	157,09
Articles d'habillement et chaussures	627,5	101,68	101,68	101,68	101,69	101,70	101,72	101,76	101,76	101,76	101,76	101,76	101,78
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,7	107,82	107,92	113,59	115,57	117,17	116,07	116,54	117,44	116,61	137,47	122,39	120,32
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,2	102,00	102,00	102,00	102,04	102,03	102,03	102,01	102,00	102,00	102,00	102,03	102,04
Santé	225,9	106,49	106,54	106,54	106,54	106,54	106,54	106,54	106,54	106,54	106,55	106,55	106,62
Transports	848,8	110,52	110,52	110,52	110,52	110,52	110,52	110,51	110,52	110,52	110,52	110,60	110,58
Communication	260,8	98,74	98,74	98,74	99,35	99,35	99,35	99,35	99,35	99,35	99,35	99,35	99,35
Loisirs et culture	134,6	101,18	101,18	101,21	101,24	101,24	101,14	102,06	102,06	102,06	102,06	102,06	102,00
Enseignement	172,1	114,07	114,07	114,07	114,07	114,07	114,07	117,08	117,08	117,08	117,08	117,08	117,08
Restaurants et hôtels	622,3	111,57	111,88	112,63	112,33	113,32	113,98	113,96	113,91	112,50	112,75	112,79	113,85
Biens et services divers	406,3	102,33	102,38	102,38	102,38	102,39	102,40	102,50	102,52	102,52	102,55	102,58	102,60
Indice global	10 000	122,50	124,08	126,04	126,66	126,00	125,60	125,53	126,32	124,52	126,15	124,66	125,23

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC

Au premier trimestre 2024, selon le tableau ci-dessous, l'IHPC s'établit en moyenne à 125,35, Base 100 en 2014, soit une baisse de 0,1% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est due principalement à celle des prix des produits des fonctions « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-2,7%) et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,3%).

En glissement annuel, l'IHPC est en hausse de 3,2% par rapport au premier trimestre 2023. Cette augmentation est attribuable principalement à la hausse des prix des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+17,1%), « Santé » (+3,9%), « Restaurants et hôtels » (+2,7%), « Enseignement » (+2,6%), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,3%) et « Transports » (+2,1%).

Tableau I.4 : Evolution sur quelques trimestres de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par fonction (Base 100 en 2014)

	Pond.	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement (%)	
						Trim.	Annuel
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5 016,77	126,32	134,50	139,38	137,62	-1,26	2,32
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	285,00	137,26	157,10	158,25	153,98	-2,70	-1,98
Articles d'habillement et chaussures	627,47	101,57	101,70	101,76	101,77	0,01	0,07
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	919,70	97,90	108,30	116,86	126,73	8,44	17,01
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	480,24	101,41	102,00	102,00	102,02	0,02	0,02
Santé	225,91	100,61	102,60	106,54	106,57	0,03	3,87
Transports	848,84	99,18	108,30	110,52	110,57	0,05	2,09
Communication	260,84	98,74	98,70	99,35	99,35	0,00	0,66
Loisirs et culture	134,63	101,13	101,70	102,06	102,04	-0,02	0,33
Enseignement	172,05	112,14	114,10	117,08	117,08	0,00	2,61
Restaurants et hôtels	622,29	107,34	110,20	113,46	113,13	-0,29	2,66
Biens et services divers	406,26	101,35	101,70	102,51	102,58	0,06	0,86
Indice global	10 000,00	114,95	121,50	125,46	125,35	-0,09	3,17

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC, nos calculs.

En considérant les nomenclatures secondaires (confère tableau ci-dessous), la relative baisse du niveau général des prix au premier trimestre est imputable principalement à la baisse des prix de « Produits frais » (-2,4%). Suivant l'origine, les « Produits locaux » avec une baisse de 0,6% ont le plus impacté la relative baisse du niveau général des prix. Selon la durabilité, cette diminution est dû essentiellement aux « Produits semi-durables » qui ont enregistré une régression de 0,2%. S'agissant de la classification des produits par secteur, la baisse des prix au premier trimestre est attribuable à celle des produits du secteur primaire (-0,6%).

En glissement annuel, la hausse de l'IHPC est attribuable principalement à la montée des indices de l'« Energie » (+23,3%), des produits du secteur primaire (+4,5%), des produits « semi durable » (+3,7%), des « Produits locaux » (+3,5%) et des produits « importés » (+2,4%).

Tableau I.5 : Evolution trimestrielle de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) selon les nomenclatures secondaires (Base 100: année 2014)

	Pondération	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement (%)	
						Trim.	Annuel
Volatilité							
Energie	676,84	93,26	113,50	126,17	139,92	10,90	23,27
Produits frais	2 868,08	135,99	147,50	153,22	149,57	-2,38	1,41
Hors produits frais et énergie	6 455,08	108,25	111,40	113,27	113,36	0,08	1,76
Origine							
Local	6 830,58	120,54	126,70	131,89	131,10	-0,60	3,47
Importé	3 169,42	103,76	110,90	112,65	113,59	0,83	2,42
Durabilité							
Durable	325,96	100,26	101,20	103,09	103,17	0,07	1,95
Non durable	6 440,62	101,53	102,10	102,42	102,44	0,01	0,33
Semi durable	1 152,38	122,13	131,40	136,52	136,20	-0,23	3,66
Services	2 081,04	103,99	106,70	108,50	108,55	0,05	1,73
Sectorisation							
Primaire	3 639,58	132,57	142,10	149,41	148,50	-0,61	4,50
Secondaire	4 279,38	106,08	111,80	113,02	113,10	0,07	1,16
Tertiaire	2 081,04	103,99	106,70	108,51	108,55	0,04	1,73
Indice global	10 000	114,95	121,50	125,46	125,35	-0,09	3,17

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, notes mensuelles de l'IHPC, nos calculs

I.4. Balance des paiements

Au quatrième trimestre de l'année 2023, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 274,50 milliards FCFA après un excédent de 30,48 milliards FCFA au troisième trimestre 2023. Ce solde était également déficitaire de 287,31 milliards FCFA une année plus tôt. La dégradation du solde global en variation trimestrielle (-304,98 milliards FCFA) est attribuable aux entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, atténuée par les détériorations des comptes des transactions courantes et de capital.

Comparé à la même période en 2022, le solde global s'est amélioré de 12,81 milliards FCFA.

Tableau I.6: Évolution trimestrielle de la balance des paiements en termes de règlements (Soldes en milliards FCFA)⁶

	T4_2022	T2_2023	T3_2023	T4_2023	Variation ⁷	
					Trim.	Annuel
Compte des transactions courantes	-232,92	-230,21	-313,95	-324,20	-10,25	-91,28
Biens et services	-166,70	-143,51	-265,89	-275,98	-10,09	-109,28
Biens	-25,80	-32,15	-124,49	-101,03	23,46	-75,23
Services	-140,90	-111,36	-141,41	-174,95	-33,55	-34,05
Revenu primaire	-131,84	-155,98	-133,42	-135,53	-2,11	-3,69
– Intérêt sur dette publique	na	na	-47,04	-36,42	10,62	-
Revenu secondaire	65,62	69,29	85,36	87,32	1,96	21,70
Administrations publiques	na	na	36,88	36,59	-0,29	-
– Aides budgétaires	na	na	0,00	0,00	0,00	-
Autres secteurs	na	na	48,49	50,73	2,25	-
– Envois de fonds des travailleurs	na	na	49,19	51,08	1,89	-
Compte de capital	71,57	82,38	41,31	38,02	-3,29	-33,55
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	na	na	0,06	0,06	0,00	-
Transferts de capital	na	na	41,25	37,96	-3,29	-
Administration publique	na	na	26,54	23,35	-3,18	-
– Remises de dette	na	na	0,00	0,00	0,00	-
– Autres transferts de capital	na	na	26,54	23,35	-3,18	-
Autre secteurs	na	na	14,71	14,61	-0,10	-
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-161,35	-147,83	-272,64	-286,17	-13,54	-124,82
Compte financier	129,64	-152,46	-306,26	-16,25	290,01	-145,89
Investissement direct	-62,82	-19,67	-103,99	-109,47	-5,48	-46,65
Titres de participation	na	na	-97,07	-103,90	-6,83	-
Instruments de dettes	na	na	-6,92	-5,57	1,35	-
Investissements de portefeuille	-99,76	-102,24	-111,63	-132,89	-21,25	-33,13
Titres de participation	na	na	0,00	0,00	0,00	-
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	na	na	-111,63	-132,89	-21,25	-
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres investissements	292,22	-27,03	-90,63	226,11	316,74	-66,11
Administrations publiques	na	na	-106,58	64,35	170,93	-
Autres secteurs	na	na	15,95	161,76	145,81	-
Erreurs et omissions nettes	3,69	-4,63	-3,15	-4,58	-1,43	-8,27
Solde global	-287,31	-382,67	30,48	-274,50	-304,98	12,81
Avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire	na	na	-30,48	274,50	304,98	-
Banque centrale	na	na	-26,30	-5,21	21,09	-
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	na	na	-4,19	279,71	283,89	-

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

⁶ A partir du troisième trimestre 2023, le format du tableau a été changé pour une meilleure compréhension.

⁷ Il s'agit de la différence entre le 4^{ème} trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2023 pour la variation trimestrielle et entre le 4^{ème} trimestre 2023 et le 4^{ème} trimestre 2022 pour la variation annuelle.

I.5. Situation monétaire

En référence au tableau ci-dessous, les actifs extérieurs nets (AEN) de la Banque Centrale au premier trimestre 2024, ont progressé de 24,47 milliards FCFA par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette hausse résulte d'une augmentation des créances sur les non-résidents (+7,72 milliards FCFA) et des créances nettes sur les autres institutions de dépôt (+50,96 milliards FCFA). Comparés à la même période de l'année 2023, les AEN ont augmenté de 43,64 milliards FCFA.

Les créances de la BCEAO sur les autres secteurs (créances nettes sur l'économie) ont connu une baisse au premier trimestre de 0,56 milliard FCFA par rapport au quatrième trimestre 2023. En comparaison à la même période de 2023, elles sont en baisse de 0,79 milliards FCFA.

La Base monétaire, quant à elle, est en baisse de 4,43 milliards FCFA au premier trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elle est en hausse de 134,55 milliards FCFA, due principalement à la hausse de la Circulation fiduciaire (+146,18 milliards FCFA).

Tableau I.7 : Situation trimestrielle de la Banque centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Actifs						
Actifs extérieurs nets	214,43	-391,69	-372,52	-348,05	24,47	43,64
Créances sur les non-résidents	969,65	310,95	524,37	532,10	7,72	221,15
Engagements envers les non-résidents	755,22	702,64	896,89	880,14	-16,75	177,51
Créances nettes sur les autres institutions de dépôt	933,54	1547,46	1508,41	1559,36	50,96	11,91
Créances nettes sur l'administration centrale	72,65	28,86	206,33	186,41	-19,92	157,55
Créances nettes sur les autres secteurs	8,23	9,23	9,00	8,44	-0,56	-0,79
Passifs						
Base monétaire	1 232,93	1 243,60	1 382,59	1 378,16	-4,43	134,55
Circulation fiduciaire	948,06	983,01	1147,21	1129,19	-18,02	146,18
Engagements envers les autres institutions de dépôt	283,82	259,71	234,05	247,83	13,78	-11,88
Engagements envers les autres secteurs	1,05	0,88	1,33	1,14	-0,19	0,25
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,29	3,92	3,66	4,01	0,34	0,09
Actions et autres titres de participation	2,91	9,19	0,49	13,24	12,75	4,05
Autres postes (net)	-7,26	-62,85	-35,52	10,76	46,29	73,61

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Le tableau suivant montre que les actifs extérieurs nets des « Autres Institutions de Dépôts (AID) » ont progressé de 220,55 milliards FCFA (+11,0%) au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, ils sont en hausse de 169,92 milliards FCFA (+8,3%).

S'agissant des créances nettes sur les autres secteurs, au premier trimestre, elles ont augmenté de 278,49 milliards FCFA (+6,5%) par rapport au trimestre précédent. Comparées à la même période en 2023, elles ont progressé de 615,41 milliards FCFA (+15,5%).

Au titre des passifs, les engagements envers la banque centrale ont augmenté de 50,76 milliards FCFA (+3,4%) au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, ils sont en hausse de 14,34 milliards FCFA (+0,9%). Quant aux dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large, ils ont enregistré une hausse de 136,16 milliards FCFA (+6,6%) au premier trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Comparés à la même période en 2023, ils ont connu une hausse de 240,91 milliards FCFA (+12,2%).

Tableau I.8 : Situation trimestrielle des Autres Institutions de Dépôts (AID) selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Actifs						
Actifs extérieurs nets	2 192,18	2 049,44	1 998,81	2 219,35	220,55	169,92
Créances nettes sur la Banque Centrale	473,15	379,73	433,61	461,93	28,32	82,19
Créances nettes sur l'administration centrale	69,79	310,81	243,70	142,72	-100,98	-168,10
Créances nettes sur les autres secteurs	3 597,48	3 975,30	4 312,22	4 590,71	278,49	615,41
Passifs						
Engagements envers la banque centrale	944,93	1 544,69	1 508,27	1 559,03	50,76	14,34
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	2 409,92	2 248,47	2 189,17	2 272,20	83,02	23,72
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	2 019,61	1 969,06	2 073,81	2 209,96	136,16	240,91
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	240,89	263,64	380,93	469,26	88,33	205,61
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	77,49	45,59	73,09	65,37	-7,72	19,78
Actions et autres titres de participation	758,43	731,09	912,32	949,68	37,37	218,59
Autres postes (net)	-118,66	-87,26	-149,24	-110,78	38,47	-23,52

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

L'analyse des données du tableau ci-dessous indique qu'au premier trimestre 2024, les créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale ont baissé de 95,95 milliards FCFA pour s'établir à 322,56 milliards FCFA. Cette baisse est principalement liée à celle des Créances nettes des banques (-100,98 milliards FCFA).

En variation annuelle, les créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale ont régressé de 10,55 milliards FCFA, résultant de la hausse des créances nettes de la BCEAO (+157,55 milliards FCFA) et de la baisse des Créances nettes des banques (-168,10 milliards FCFA).

Tableau I.9 : Situation trimestrielle des créances nettes sur l'Administration centrale selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	135,87	333,11	418,51	322,56	-95,95	-10,55
Créances nettes de la BCEAO	66,09	22,29	174,81	179,84	5,03	157,55
Créances	290,04	324,14	333,18	331,10	-2,08	6,96
Engagements	223,95	301,85	162,84	162,84	0,00	-139,00
Créances nettes des banques	69,79	310,81	243,70	142,72	-100,98	-168,10
Créances	963,98	1 115,59	1 154,75	1 139,87	-14,87	24,29
Engagements	894,19	804,77	911,05	162,84	-748,20	-641,93

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Au premier trimestre 2024, la Masse monétaire s'est établie à 5 770,91 milliards FCFA comme l'indique le tableau ci-dessous. Elle est en hausse de 218,90 milliards FCFA par rapport au quatrième trimestre 2023, attribuable principalement à la hausse des Autres dépôts inclus dans la masse monétaire de 240,91 milliards FCFA. En variation annuelle, la Masse monétaire s'est améliorée de 392,26 milliards FCFA.

Concernant les créances intérieures nettes, elles sont ressorties à 4 921,72 milliards FCFA au premier trimestre 2024, enregistrant ainsi une hausse de 157,03 milliards FCFA (+3,3%) en glissement trimestriel. Comparées à la même période en 2023, elles ont augmenté de 604,07 milliards FCFA (+14,0%).

Tableau I.10 : Évolution trimestrielle des agrégats de monnaie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Monnaie au sens large et ses composantes						
Circulation fiduciaire	833,37	858,64	986,10	986,01	-0,09	127,38
Dépôts transférables	2 712,23	2 550,62	2 491,77	2 574,60	82,83	23,98
Masse monétaire (M1)	3 545,60	3 409,26	3 477,87	3 560,61	82,74	151,35
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 019,94	1 969,39	2 074,14	2 210,30	136,16	240,91
Masse monétaire (M2)	5 565,54	5 378,65	5 552,01	5 770,91	218,90	392,26
Contreparties de la masse monétaire						
Actifs extérieurs nets	2 406,61	1 657,75	1 626,28	1 871,31	245,02	213,56
Créances intérieures nettes	3 741,59	4 317,64	4 764,69	4 921,72	157,03	604,07
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 080,00	1 053,43	1 370,48	1 501,55	131,07	448,12
Autres postes nets (3)	-497,34	-456,69	-531,52	-479,43	52,09	-22,75
Total des contreparties de M2 (4)	5 565,54	5 378,65	5 552,01	5 770,91	218,90	392,26

Source : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

A fin mars 2024, les créances des institutions de dépôts se sont affichées à 4 599,16 milliards FCFA comme l'indique le tableau suivant, en hausse de 277,93 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent.

Cette hausse s'explique par l'augmentation des « Créances des banques » de 278,49 milliards FCFA (+6,5%) par rapport à fin décembre 2023, en lien principalement avec la hausse des crédits bancaires de 267,21 milliards FCFA et de celle du Secteur privé des Créances des banques de 226,44 milliards FCFA.

En glissement annuel, les créances des institutions de dépôts ont progressé de 614,62 milliards FCFA (+15,4%), attribuable essentiellement à la hausse des Créances des banques (+615,41 milliards FCFA).

Tableau I.11 : Évolution trimestrielle des créances sur l'économie selon le MSMF 2000 (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	An
Créances des institutions de dépôts	3 605,72	3 984,53	4 321,23	4 599,16	277,93	614,62
Créances de la BCEAO	8,23	9,23	9,00	8,44	-0,56	-0,79
Crédits	7,15	7,34	6,54	5,87	-0,67	-1,47
Actions et autres participations	-	-	-	-	-	-
Créances des banques	3 597,48	3 975,30	4 312,22	4 590,71	278,49	615,41
Crédit bancaire	3 590,49	3 960,44	4 293,83	4 561,05	267,21	600,61
Secteur financier non-bancaire	34,69	30,25	56,45	50,16	-6,30	19,90
Secteur public	281,51	358,90	353,24	400,31	47,07	41,41
Administration locale	0,03	15,30	5,36	5,51	0,15	-9,80
Sociétés non-financières publiques	281,49	343,59	347,88	394,80	46,92	51,21

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	An
Secteur privé	3 274,29	3 571,29	3 884,14	4 110,58	226,44	539,29
Sociétés non-financières privées	1 747,87	1 898,84	2 134,74	2 331,48	196,74	432,64
Ménages et ISBLSM	1 526,42	1 672,46	1 749,40	1 779,11	29,71	106,65
Titres autres qu'actions	0,06	0,03	0,28	0,10	-0,18	0,07
Secteur financier non-bancaire	-	-	-	-	-	-
Secteur public	-	-	-	-	-	-
Secteur privé	0,06	0,03	0,28	0,10	-0,18	0,07
Actions et autres participations	3,87	3,46	3,96	0,10	-3,86	-3,36
Secteur financier non-bancaire	1,66	1,92	1,78	2,11	0,33	0,19
Secteur public	1,18	0,19	-0,05	-0,18	-0,13	-0,37
Secteur privé	1,02	1,36	2,23	1,45	-0,78	0,09

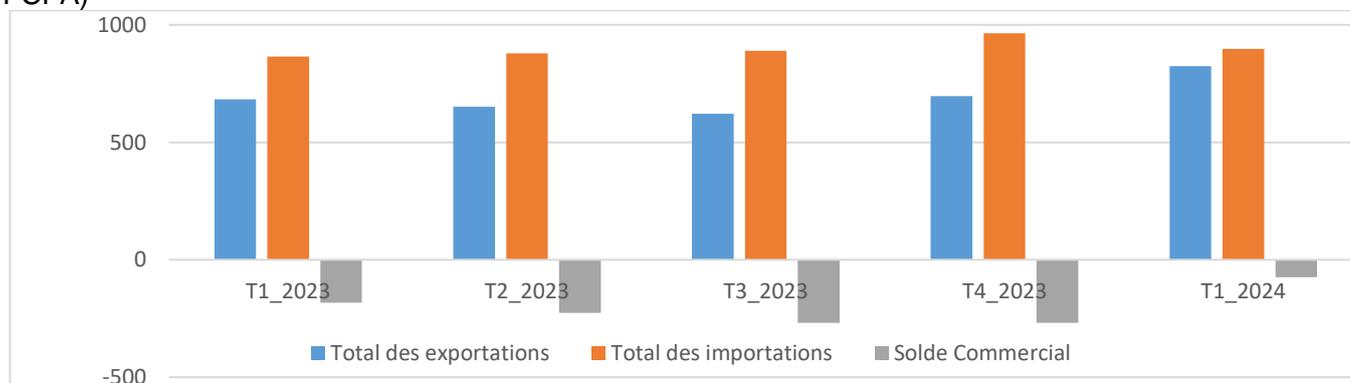
Source : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

I.6. Commerce extérieur

Au premier trimestre 2024, le déficit du solde du commerce extérieur du Burkina Faso s'est nettement amélioré par rapport au trimestre précédent, passant de -267,91 milliards FCFA à -73,60 milliards FCFA, soit une amélioration de 194,31 milliards FCFA. Cette situation s'explique par une importante hausse des exportations (+127,62 milliards FCFA) combinée à une baisse des importations (-66,69 milliards FCFA).

Par rapport à la même période en 2023, il ressort une amélioration du solde de 108,73 milliards FCFA en lien avec la hausse des exportations (+141,69 milliards FCFA) et des importations (+32,97 milliards FCFA).

Graphique 2 : Évolution trimestrielle des exportations, des importations et du solde commercial (en milliards FCFA)



Source : DGESS à partir des données de la DGD

L'analyse du tableau ci-dessous montre qu'au premier trimestre 2024, il est ressorti une hausse des exportations de 127,62 milliards FCFA, par rapport au trimestre précédent, essentiellement due aux hausses des exportations du « Coton, non cardé ni peigné » (+87,75 milliards FCFA), de l'« Or non monétaire » (+21,66 milliards FCFA), du « Noix de cajou » (+10,64 milliards FCFA) et des « Graines de sésame » (+7,42 milliards FCFA).

Toutefois, cette croissance a été ralentie par la baisse des exportations des « Graines de karité » (-19,17 milliards FCFA) et des « Mangues, frais ou secs » (-2,20 milliards FCFA).

L'« or non monétaire » avec une valeur exportée de 599,48 milliards FCFA, le « Coton, non cardé ni peigné » (122,26 milliards FCFA) et les « Graines de sésame » (21,31 milliards FCA), représentent 90,1% des exportations totales du premier trimestre 2024.

En glissement annuel, les exportations ont augmenté de 141,69 milliards FCFA.

Tableau I.12 : Évolution trimestrielle des principaux produits exportés : valeur FOB (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Total des exportations	767,76	682,89	696,96	824,58	127,62	141,69
Argent, sous formes mi-ouvrées	0,76	0,81	0,79	0,93	0,14	0,12
Autres graines et fruits oléagineux non spécifiés du 1207	0,01	0,05	0,00	0,00	0,00	-0,05
Bovins	0,24	0,32	1,01	1,50	0,49	1,18
Coton, cardé ou peigné	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coton, non cardé ni peigné	129,48	64,65	34,51	122,26	87,75	57,61
Fils de coton (autres que les fils à coudre)	0,68	0,60	0,43	0,33	-0,10	-0,28
Graines de karité	8,28	8,58	24,36	5,20	-19,17	-3,39
Graines de sésame	17,20	12,27	13,89	21,31	7,42	9,04
Haricots	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01
Huiles de coton	1,07	0,48	0,13	0,03	-0,10	-0,45
Huiles de karité	3,34	4,44	4,64	6,88	2,24	2,44
Maïs	0,00	0,00	0,13	0,00	-0,13	0,00
Mangues, frais ou secs	0,93	1,22	3,23	1,04	-2,20	-0,18
Noix de cajou	17,44	27,11	4,33	14,97	10,64	-12,13
Or non monétaire	524,99	512,98	577,82	599,48	21,66	86,49
Ovins	0,07	0,04	1,81	2,08	0,27	2,04
Parties des véhicules aériens (hélicoptères, avions, etc.)	0,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Tomates	0,00	0,00	0,18	3,27	3,08	3,27
Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	2,64	4,02	0,32	3,87	3,55	-0,15
Autres ciments portland autres que blancs	nd	15,87	12,61	18,62	6,01	2,75
Zinc non allié et minerais de zinc	27,70	680,04	-	-	-	-

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

Selon les données du tableau ci-après, par rapport à l'ensemble des exportations, les principaux clients du Burkina Faso au premier trimestre 2024 sont la Suisse avec 460,37 milliards FCFA (55,8%) du total des exportations, les Emirats Arabes Unis avec 142,00 milliards FCFA (17,2%), la Côte d'Ivoire avec 53,03 milliards FCFA (6,4%), le Mali avec 25,38 milliards FCFA (3,1%) et l'Inde avec 19,55 milliards FCFA (2,4%).

Par rapport au trimestre précédent, les exportations vers les Emirats Arabes Unis, constituées essentiellement de « l'or non monétaire », ont augmenté de 56,25 milliards FCFA, celles vers la Côte d'Ivoire de 35,36 milliards FCFA, celles à destination de la Suisse de 9,18 milliards CFA et celles du Mali de 3,5 milliards FCFA, tandis que les exportations vers l'Inde et le Ghana ont baissé respectivement de 24,41 milliards FCFA et de 6,4 milliards FCFA.

Comparées à la même période de 2023, les exportations vers les Emirats Arabes Unis, la Côte d'Ivoire et l'Inde se sont améliorées respectivement de 132,18 milliards FCFA, de 22,09 milliards FCFA et de 16,31 milliards FCFA tandis que celles à destination du Mali et de la Suisse ont régressé respectivement de 47,36 milliards FCFA et de 11,74 milliards FCFA.

Tableau I.13 : Évolution trimestrielle des exportations par pays de destination : valeur FOB (milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Allemagne	5,52	1,09	1,33	0,56	-0,77	-0,54
Canada	0,07	0,35	0,04	0,00	-0,04	-0,35
Chine	0,78	2,45	4,42	8,69	4,27	6,24
Côte d'Ivoire	34,74	30,94	17,67	53,03	35,36	22,09
Danemark	2,99	5,84	9,82	2,49	-7,33	-3,34
Emirats Arabes Unis	13,48	9,82	85,35	142,00	56,65	132,18
France	26,67	5,66	2,35	9,00	6,65	3,33
Ghana	7,04	4,77	17,54	11,14	-6,40	6,37
Grande Bretagne	0,09	0,12	0,96	0,23	-0,73	0,11
Inde	21,28	3,25	43,97	19,55	-24,41	16,31
Japon	1,68	2,53	0,32	4,52	4,20	1,99

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Malaisie	0,16	0,81	0,38	1,84	1,47	1,03
Mali	20,31	72,74	21,88	25,38	3,50	-47,36
Niger	3,94	3,37	1,93	0,82	-1,11	-2,55
Pays-Bas	1,95	2,65	3,42	9,19	5,77	6,54
Sénégal	2,32	4,99	1,66	4,10	2,45	-0,89
Singapour	19,55	16,74	15,81	2,49	-13,32	-14,25
Suisse	552,09	472,11	451,19	460,37	9,18	-11,74
Togo	4,13	11,75	11,00	14,12	3,12	2,37
Vietnam	0,08	0,03	0,43	0,00	-0,43	-0,03

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

L'examen des données du tableau suivant fait ressortir qu'au premier trimestre 2024, les importations ont connu une baisse de 66,69 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent, essentiellement due à la baisse des importations de « Super carburant » (-34,70 milliards FCFA), du « Gas-oil » (-29,5 milliards FCFA) et du « Fuel-oil » (-11,53 milliards FCFA).

Cette baisse a été atténuée, entre autres, par la hausse des importations des « Engrais » (+9,38 milliards FCFA), du « Sucre » (+4,6 milliards FCFA) et des « Machines et appareils à trier, cribler, broyer, les terres, pierres ou minerais » (+4,41 milliards FCFA).

Le « Gas-oil », le « Super carburant », le « Fuel-oil » et les « Médicaments » constituent les produits les plus importés avec des parts respectives de 19,0%, 13,2%, 4,8% et 3,7% de l'ensemble des importations au cours du premier trimestre 2024. La valeur totale des importations de marchandises s'est située à 898,18 milliards FCFA au premier trimestre 2024 contre 964,87 milliards FCFA au quatrième trimestre 2023, soit une baisse de 66,9 milliards FCFA (-6,9%).

En glissement annuel, la valeur des importations de marchandises est en hausse de 32,97 milliards FCFA (+3,8%).

Tableau I.14 : Évolution trimestrielle des importations des principaux produits mis à la consommation (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Total importations	721,07	865,22	964,87	898,18	-66,69	32,97
Butanes liquéfiés	23,16	13,54	23,50	25,95	2,45	12,41
Cellules solaires	3,44	7,36	5,60	5,62	0,02	-1,73
Ciments non pulvérisés (clinkers)	29,06	32,65	28,24	20,69	-7,55	-11,96
Cyanures, oxycyanures et cyanures complexes	9,97	8,99	8,44	11,62	3,18	2,63
Engrais	8,55	27,60	5,35	14,73	9,38	-12,87
Froment de blé et de méteil	9,77	15,59	16,67	8,12	-8,55	-7,47
Fuel-oil	26,27	28,81	54,71	43,19	-11,53	14,37
Gas-oil	73,27	152,70	199,95	170,45	-29,50	17,75
Huiles lubrifiantes	8,30	6,62	6,50	5,83	-0,68	-0,80
Huiles végétales	2,48	6,10	8,82	6,92	-1,90	0,82
Insecticides, fongicides, herbicides,	7,56	6,45	1,12	4,36	3,24	-2,09
Machines et appareils à trier, cribler, broyer, les terres, pierres ou minerais	8,28	6,81	5,73	10,15	4,41	3,34
Médicaments	31,31	27,91	30,35	33,12	2,77	5,21
Motocycles	8,81	7,62	7,88	9,13	1,25	1,51
Parties des machines du 8425 à 8430	4,96	4,49	3,74	3,91	0,18	-0,58
Riz	15,34	15,13	16,21	19,82	3,61	4,69
Sucre	4,09	15,23	10,68	15,29	4,60	0,06
Super carburant	73,43	108,08	153,00	118,30	-34,70	10,22
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	5,98	11,29	9,00	10,24	1,24	-1,04
Véhicules pour transport de personnes	16,64	12,71	14,12	12,97	-1,14	0,27

Source : Direction générale des douanes, BD des statistiques douanières

Avec 15,7% du montant total des importations, la Fédération de Russie est le premier fournisseur du Burkina Faso au premier trimestre 2024, suivie de la République Populaire de Chine (14,7%), du Ghana (11,2%) et de la Côte d'Ivoire (10,7%) comme indiqué dans le tableau ci-après.

Les importations ont enregistré une baisse de 66,69 milliards FCFA au premier trimestre 2024 en lien notamment avec celles en provenance des Etats-Unis (-27,08 milliards FCFA), de l'Italie (-14,78 milliards FCFA), des Pays-Bas (-12,85 milliards FCFA), et de la Côte d'Ivoire (-12,77 milliards FCFA).

En glissement annuel, on enregistre une hausse des importations en lien, entre autres, avec celle des produits en provenance de la Fédération de Russie (+86,51 milliards FCFA) de la Chine (+22,54 milliards FCFA), et du Ghana (+26,60 milliards FCFA)

Tableau I.15 : Évolution trimestrielle des importations de mise à la consommation par pays d'origine (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Afrique du Sud	7,85	11,19	8,89	11,00	2,11	-0,19
Allemagne	21,74	17,14	15,83	12,03	-3,80	-5,11
Australie	6,94	7,20	5,39	5,11	-0,29	-2,10
Belgique	14,15	41,57	38,95	32,51	-6,44	-9,07
Chine	88,28	109,40	110,55	131,95	21,40	22,54
Corée, République de	19,21	18,39	6,72	8,73	2,01	-9,66
Côte d'Ivoire	61,35	93,72	108,86	96,08	-12,77	2,37
Espagne	13,31	10,43	11,01	14,30	3,30	3,87
Etats-Unis	44,47	30,55	56,41	29,33	-27,08	-1,21
France	49,74	70,88	55,78	43,66	-12,12	-27,22
Ghana	49,86	73,80	109,25	100,41	-8,85	26,60
Inde	45,41	46,00	39,01	42,80	3,79	-3,19
Italie	14,18	7,63	31,24	16,46	-14,78	8,83
Japon	18,69	15,65	15,60	12,16	-3,44	-3,49
Mali	1,34	10,71	1,40	10,25	8,85	-0,46
Pays-Bas	26,85	21,89	16,70	3,85	-12,85	-18,04
Russie, Fédération de Russie	62,03	54,69	131,12	141,20	10,07	86,51
Thaïlande	5,34	4,29	9,59	9,02	-0,57	4,73
Togo	19,75	47,85	15,33	15,12	-0,21	-32,73
Turquie	15,09	16,46	29,01	20,88	-8,13	4,42

Source : Direction Générale des Douanes, BD des statistiques douanières

I.7. Tableau des opérations financières de l'Etat⁸

Sur une prévision annuelle initiale de 3 009,20 milliards FCFA pour l'année 2024, les recettes totales et dons mobilisés se sont affichés à 680,56 milliards FCFA (22,6%) dont 638,89 milliards FCFA au titre des recettes totales et 41,68 milliards FCFA pour les dons, à fin mars 2024.

En glissement annuel, les recettes totales et dons ont progressé de 23,48 milliards FCFA en lien avec la hausse des recettes totales (+82,42 milliards FCFA), les dons ayant baissé de 58,94 milliards FCFA par rapport au premier trimestre 2023.

Tableau I.16 : Évolution trimestrielle des opérations de recettes et dons (en milliards FCFA)

	Prév LFI 2024	T1_2022	T1_2023	T3_2023	T4_2023	T1_2024*	Taux d'exéc. en % (fin mars. 2024)	Glissement	
								Trim.	Annuel
Recettes totales	2781,87	473,81	556,46	662,78	689,65	638,89	22,97	-50,77	82,42
Recettes courantes	2781,87	466,99	556,46	662,78	680,51	-62,43	-2,24	-742,94	-618,89
<i>Recettes fiscales</i>	2532,08	430,51	514,56	558,52	607,21	552,74	21,83	-54,47	38,18
<i>Recettes non fiscales</i>	249,79	36,48	41,90	104,26	73,30	86,14	34,49	12,84	44,24
Recettes en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons	227,32	6,83	100,62	26,54	9,14	41,68	18,33	32,54	-58,94
<i>Dons projets</i>	179,59	6,83	100,62	26,54	9,14	41,68	23,21	32,54	-58,94
<i>Dons programmes</i>	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes totales et dons	3 009,20	480,64	657,08	689,32	698,79	680,56	22,62	-18,23	23,48

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin mars 2024

(*) Données provisoires

Le tableau ci-après indique qu'au premier trimestre 2024, les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 834,76 milliards FCFA dont 836,89 milliards FCFA au titre des dépenses totales.

A fin mars 2024, les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à hauteur de 834,76 milliards FCFA pour une prévision annuelle initiale de 3684,24 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 22,7%.

En glissement annuel, les dépenses totales et prêts nets ont régressé de 46,14 milliards FCFA en lien avec la baisse des dépenses totales de 50,72 milliards FCFA, les prêts nets ayant augmenté de 4,58 milliards FCFA par rapport au premier trimestre de 2023. La baisse des dépenses totales est imputable aussi bien aux dépenses courantes (-20,22 milliards FCFA) qu'aux dépenses en capital (-30,50 milliards FCFA).

Tableau I.17 : Évolution trimestrielle des opérations de dépenses totales et prêts nets (en milliards FCFA)

	Prév LFI 2024	T1_2022	T1_2023	T3_2023*	T4_2023	T1_2024*	Taux d'exéc. en % (fin mars. 2024)	Glissement	
								Trim.	An
Dépenses totales	3 694,17	574,39	887,61	638,61	1097,12	836,89	22,65	-260,24	-50,72
<i>Dépenses courantes</i>	2260,68	473,65	548,20	433,41	581,96	527,98	23,35	-53,98	-20,22
<i>Dépenses en capital</i>	1433,49	100,75	339,41	205,20	515,16	308,91	21,55	-206,25	-30,50
Prêts nets	-9,92	-5,71	-6,71	8,15	-4,80	-2,13	21,43	2,67	4,58
Dépenses totales et prêts nets	3 684,24	568,68	880,90	646,76	1092,33	834,76	22,66	-257,57	-46,14

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin mars 2024

(*) Données provisoires

⁸ Les données antérieures ont été actualisées

Conformément au tableau ci-dessous, le solde global (base engagement) s'est situé à -154,20 milliards FCFA au premier trimestre 2024, en amélioration de 248,48 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est amélioré de 69,62 milliards FCFA.

S'agissant du solde global hors dons (base engagement), il a enregistré une amélioration de 215,94 milliards FCFA pour s'afficher à -195,87 milliards FCFA au premier trimestre 2024. Par rapport à la même période en 2023, ce solde s'est amélioré de 128,56 milliards FCFA.

Le solde global (base caisse) est ressorti à -62,43 milliards FCFA au premier trimestre 2024 en amélioration de 64,08 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est dégradé de 6,04 milliards FCFA.

Concernant le solde global hors dons (base caisse), il s'est établi à -104,11 milliards FCFA au premier trimestre 2024 contre -135,65 milliards FCFA au quatrième trimestre 2023. Par rapport à la même période en 2023, ce solde s'est amélioré de 52,91 milliards FCFA.

Le financement net au premier trimestre 2024 a atteint un niveau de 64,17 milliards FCFA contre 124,18 milliards FCFA au trimestre précédent, soit une détérioration de 60,01 milliards FCFA imputable à la baisse du financement intérieur (-128,13 milliards FCFA). En variation annuelle, le financement net a augmenté de 7,21 milliards FCFA (12,7%).

Tableau I.18 : Évolution trimestrielle des soldes caractéristiques et des financements des opérations financières de l'État (en milliards FCFA)

	Prév LFI 2024	T1_2022	T1_2023	T3_2023	T4_2023	T1_2024*	Taux d'exéc. en % (fin mars.2023)	Glissement	
								Trim.	Annuel
Solde global (base engagement)	-675,05	-94,86	-223,81	42,56	-402,67	-154,20	22,84	248,48	69,62
Solde global hors dons (base engagement)	-902,37	-101,69	-324,44	16,02	-411,81	-195,87	21,71	215,94	128,56
Solde primaire de base	-225,15	-15,37	-66,09	166,82	-307,66	1,15	-0,51	308,81	67,23
Solde de base	-517,48	-60,99	-119,95	92,25	-369,39	-54,45	10,52	314,94	65,50
Solde global base caisse	-675,05	-165,49	-56,39	72,85	-126,51	-62,43	9,25	64,08	-6,04
Solde global base caisse hors dons	-902,37	-172,32	-157,01	46,32	-135,65	-104,11	11,54	31,54	52,91
Financement net	353,29	165,17	56,95	31,84	124,18	64,17	18,16	-60,01	7,21
Financement extérieur	-67,37	20,78	86,23	-5,19	-7,52	60,60	-89,95	68,12	-25,63
Financement intérieur	420,66	144,39	-29,28	37,03	131,69	3,57	0,85	-128,13	32,85

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, DSOFE, TOFE-AC à fin septembre 2023

(*) Données provisoires

I.8. Gestion opérationnelle de l'économie et financement du développement

La gestion de l'économie et le financement du développement est opérationnalisée à travers le programme d'investissement public (PIP) qui est l'instrument de prévision annuelle des dépenses d'investissement de l'Etat.

Au premier trimestre 2024, une startup a été financée à hauteur de 9 milliards FCFA, représentant un taux d'exécution du PIP de 13,4%.

Tableau I.19 : Évolution sur quelques trimestres du financement des startup, de l'inclusion financière et de l'exécution du PIP

N°	Intitulé des Indicateurs	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024
1	Nombre de startup financées	0	nd	nd	1
2	Montant cumulé du financement des startups (milliards FCFA)	0,00	nd	1,00	9,00
3	Taux d'inclusion financière (%)	0,00	nd	nd	nd
4	Taux d'exécution du PIP (base liquidation) (%)	nd	16,65	61,06	13,44

Source : Rapports trimestriels de mise en œuvre du PTA du MEFP

II. Mobilisation des ressources

Dans cette partie, les statistiques fournies permettent d'apprécier les performances en matière de mobilisation des ressources à fin mars 2024.

II.1. Mobilisation des ressources intérieures

Les recouvrements des recettes ordinaires totales se sont affichés à 622,72 milliards FCFA au titre du premier trimestre 2024, en baisse de 24,42 milliards FCFA (-3,3%) par rapport au trimestre précédent. En rapportant les recouvrements des recettes ordinaires aux prévisions annuelles initiales, il ressort un taux de recouvrement de 21,3% à fin mars 2024.

Comparées aux recouvrements du premier trimestre 2023, les recettes ordinaires ont augmenté de 36,76 milliards FCFA (+6,3%). Cette hausse est imputable principalement à celle des recettes non fiscales (+29,52 milliards FCFA) et celle des recettes fiscales (+5,94 milliards FCFA).

Tableau II.1 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires totales mobilisées (en milliards FCFA)

Recettes	Prév. LFI 2024	Réalisation				Cumul à fin mars. 2023	Taux d'exéc en % (A fin mars. 2023)	Glissement	
		T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024			Trim.	An.
Recettes fiscales	2 657,08	453,32	543,80	598,53	549,75	549,75	20,69	-48,78	5,94
Recettes non fiscales	249,79	36,46	41,91	48,61	71,43	71,43	28,60	22,83	29,52
Recettes en capital	9,92	2,00	0,24	0,00	1,54	1,54	15,52	1,54	1,30
Total Général	2 916,79	491,78	585,96	647,14	622,72	622,72	21,35	-24,42	36,76

Source : DGESS, à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

Le tableau suivant indique que les recouvrements des recettes ordinaires de la DGTCP au titre du premier trimestre 2024 sont de 69,60 milliards FCFA, en hausse de 25,69 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En rapportant les recouvrements des recettes ordinaires aux prévisions annuelles initiales, il ressort un taux de recouvrement de 28,4% à fin mars 2024.

Comparées aux recouvrements du premier trimestre 2023, les recettes ordinaires de la DGTCP ont augmenté de 30,47 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à celle des recettes non fiscales (+28,57 milliards FCFA).

Tableau II.2 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées par la DGTCP (en milliards FCFA)

Recettes	Prév. LFI 2024	Réalisation				Cumul à fin mars. 2024	Taux d'exéc en % (A fin mars. 2024)	Glissement	
		T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024			Trim.	An.
Recettes fiscales	4,40	2,96	1,49	0,18	2,09	2,09	47,62	1,91	0,60
Recettes non fiscales	231,05	32,63	37,40	43,73	65,97	65,97	28,55	22,24	28,57
Recettes en capital	9,92	2,00	0,24	0,00	1,54	1,54	15,52	1,54	1,30
Total	245,37	37,59	39,14	43,91	69,60	69,60	28,37	25,69	30,47

Source : DGESS, à partir des données de la DGTCP

Les recouvrements des recettes ordinaires au titre premier trimestre 2024 de la DGI quant à elle se sont affichés à 301,67 milliards FCFA, comme le montre le tableau suivant, en baisse de 18,68 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. En rapportant les recouvrements des recettes ordinaires de la DGI à ses prévisions annuelles initiales, il ressort un taux de recouvrement de 18,8% à fin mars 2024. En comparaison aux recouvrements du premier trimestre 2023, les recettes ordinaires de la DGI ont baissées de 10,90 milliards FCFA.

Tableau II.3 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées par la DGI (en milliards FCFA)

Recettes	Prév. LFI 2024	Réalisation				Cumul à fin mars. 2024	Taux d'exéc en % (A fin mars. 2024)	Glissement	
		T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024			Trim.	An.
Recettes fiscales	1 564,6	262,1	303,7	310,0	290,9	290,9	18,6	-19,1	-12,8
Impôts sur les revenus, les bénéfiques et les gains en capital	947,4	149,2	175,1	168,3	155,5	155,5	16,4	-12,9	-19,7
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	21,9	5,1	4,9	4,5	5,3	5,3	24,0	0,8	0,3
Impôts sur le patrimoine	8,7	0,7	1,0	1,0	-	-	0,0	-1,0	-1,0
Autres impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôt et taxes intérieures sur les biens et services	500,6	96,0	106,6	116,5	112,7	112,7	22,5	-3,8	6,0
Droits de timbre et d'enregistrement	84,8	10,8	15,6	19,4	17,3	17,3	20,4	-2,1	1,7
Autres recettes fiscales	1,2	0,3	0,5	0,3	0,2	0,2	19,7	-0,1	-0,2
Recettes non fiscales	0,6	0,2	0,1	0,4	0,0	0,0	3,8	-0,3	-0,1
Total budget national	1 565,2	262,2	303,8	310,4	290,9	290,9	18,6	-19,5	-12,9
Impôts Locaux	41,5	9,0	8,7	10,0	10,8	10,8	25,9	0,8	2,0
Total	1 606,7	271,3	312,6	320,4	301,7	301,7	18,8	-18,7	-10,9

Source : DGESS, à partir des données de la DGI

Au premier trimestre 2024, la DGD a recouvré des recettes ordinaires d'un montant de 262,22 milliards FCFA, en baisse de 30,64 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent. Les recouvrements des recettes ordinaires de la DGD rapportés aux prévisions annuelles initiales, ressortent à 23,7% à fin mars 2024.

Comparativement aux recouvrements du premier trimestre 2023, les recettes ordinaires de la DGD ont accru de 19,22 milliards FCFA.

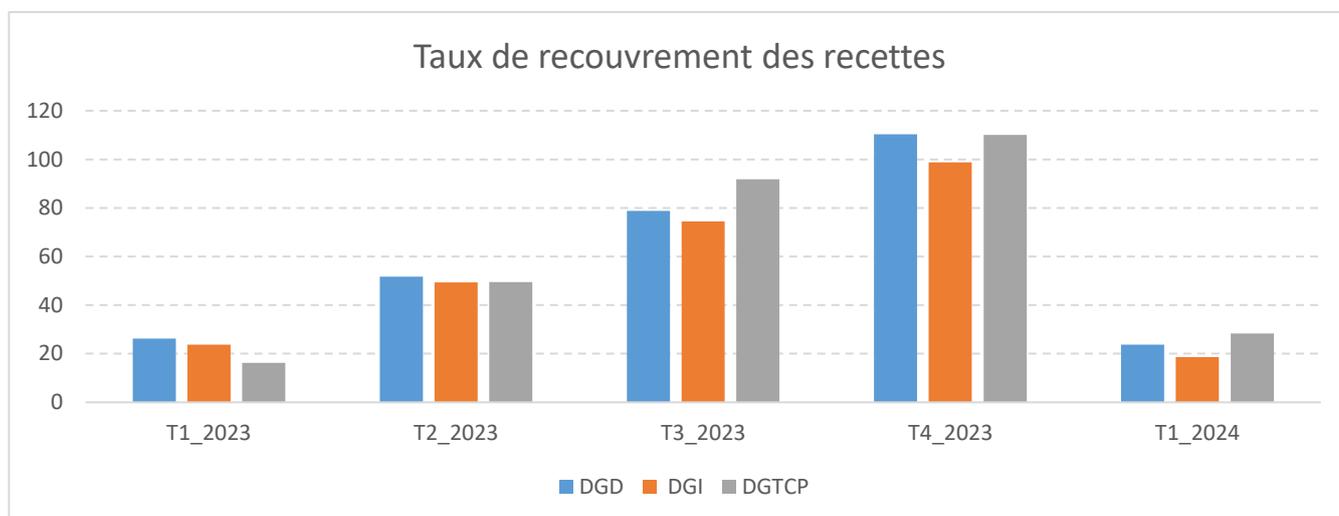
Tableau II.4 : Évolution trimestrielle des recettes ordinaires mobilisées par la DGD (en milliards FCFA)

Recettes	Prév. LFI 2024	Réalisation				Cumul à fin mars. 2024	Taux d'exéc en % (A fin mars. 2024)	Glissement	
		T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024			Trim.	An.
Recettes fiscales	1 088,09	188,31	238,62	288,34	256,78	256,78	23,60	-31,56	18,16
Biens & services	745,28	129,22	163,06	200,78	177,03	177,03	23,75	-23,75	13,97
Import & export	309,31	52,44	68,17	79,67	72,21	72,21	23,34	-7,46	4,04
Autres recettes fiscales	33,49	6,66	7,38	7,89	7,54	7,54	22,50	-0,35	0,15
Recettes non fiscales	18,11	3,66	4,38	4,52	5,44	5,44	30,03	0,92	1,06
Total	1 106,20	191,98	243,00	292,86	262,22	262,22	23,70	-30,64	19,22

Source : DGESS, à partir des données de la DGD

L'analyse suivant les prévisions annuelles des régies de recettes fait ressortir à fin mars 2024 des taux de recouvrement de 23,7% pour la DGD, 18,6% pour la DGI et 28,4% pour la DGTCP.

Graphique 3 : Evolution trimestrielle⁹ des taux de recouvrement par régie de recettes (%)



Source : DGESS à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP, PTA/MEFP

Conformément au tableau ci-dessous, les recettes minières mobilisées au premier trimestre 2024 se sont établies à 99,68 milliards FCFA, soit une baisse de 0,87 milliards FCFA par rapport au trimestre précédent.

Comparées à leur niveau de recouvrement de la même période en 2023, les recettes minières ont augmenté de 20,32 milliards FCFA.

Tableau II.5 : Évolution trimestrielle des recettes minières (en milliards FCFA).

	Réalisation				Cumul à fin mars. 2023	Variation	
	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024		Trim.	Annuel
DGD	20,94	26,76	23,73	22,23	22,23	-1,51	-4,53
DGI	40,05	37,75	54,66	49,96	49,96	-4,70	12,21
DGTCP	18,41	14,86	22,16	27,49	27,49	5,34	12,64
Total recettes minières	79,39	79,36	100,55	99,68	99,68	-0,87	20,32

Source : DGESS, à partir des données de la DGD, de la DGI et de la DGTCP

⁹ Les données trimestrielles sont cumulatives

II.2. Émissions des titres publics¹⁰

Au quatrième trimestre 2023, le Trésor public a mobilisé 120,64 milliards FCFA sur une prévision trimestrielle de 120,00 milliards FCFA, soit un taux de réalisation trimestriel de 100,5%.

Rapporté aux prévisions annuelles, le taux de mobilisation des titres publics se situe à 79,7% à fin décembre.

En comparaison avec la situation à la même période en 2022, il ressort une baisse des mobilisations de 179,71 milliards FCFA.

Tableau II.6 : Situation des émissions de titres publics par la DGTCP

	Prévision 2023	T4_2021	T4_2022	T3_2023	T4_2023	À fin déc. 2023	Glissement	
							Trim.	Annuel
Bons du Trésor								
Nombre	10	4	0	3	2,00	10	-1	2
Montant (en milliards FCFA)	241	143,24	0,00	61,45	10,10	213	-51,35	10,10
Obligations du Trésor								
Nombre	13	5	2	2	1,00	9	-1	-1
Montant (en milliards FCFA)	809	85,88	300,35	114,37	110,53	624,27	-69,92	-189,82
Total	1 050	229,13	300,35	175,82	120,64	837,18	-137,06	-179,71

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

II.3. Décaissements des appuis budgétaires¹¹

Au premier trimestre 2024, il n'y a pas eu de décaissement au titre des appuis budgétaires.

Tableau II.7 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par source de financement (en milliards FCFA)

Source de financement	Prévision LFI/LFR 2024	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Cumul à fin mars. 2024	Taux de décaissement (fin mars. 2024)	Glissement	
								Trim.	Annuel
Multilatérale	94 800	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98
Prêts	94 800	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98
Dons	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total appui budgétaire	94 800	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98
Prêts	94 800	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98
Dons	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Direction générale de la coopération, DSPF, tableau mensuel des décaissements des appuis budgétaires

¹⁰ Les données des émissions du premier trimestre 2024 ne sont pas disponibles

¹¹ Il n'y a pas eu de décaissement au premier trimestre 2024

Tableau II.8 : Situation des décaissements au titre des appuis budgétaires par type et par partenaire (en milliards FCFA)

Nature des décaissements et partenaires	Prévision LFI/LFR 2024	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Cumul à fin mars. 2024	Glissement	
							Trim.	Annuel
I-Dons	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Suisse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Mondiale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Union européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UEMOA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Monétaire International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II-Prêts	94 800	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98
Banque Mondiale	56 300	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Africaine de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Monétaire International	38 500	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98
Total général	94 800	0,00	48,98	0,00	0,00	0,00	0,00	-48,98

Source : Direction générale de la coopération, DSPF, tableau mensuel des décaissements des appuis budgétaires

Il ressort du tableau suivant, qu'à fin mars 2024, les taux de recouvrements des recettes propres de l'ensemble des régies sont peu appréciables par rapport à la même période en 2023. En effet, les performances de la DGD et de la DGI ont régressé respectivement de 2,5 points de pourcentage, et de 5,1 points de pourcentage. Quant à la DGTCP, elle enregistre un bond de 12,1 points de pourcentage.

A fin mars 2024, le taux de décaissement des appuis projets s'est affiché à 18,4%, en baisse de 26,5 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023.

S'agissant du taux de mobilisation des ressources au profit des collectivités territoriales, il enregistre une hausse de 1,7 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2023, pour s'afficher à 21,4% à fin mars 2024.

Tableau II.9 : Évolution des taux de recouvrement¹² des recettes (en %)

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	A fin mars. 2022	A fin mars 2023	A fin dec 2023	A fin mars 2024
1	Taux de recouvrement des recettes par la DGD	24,74	26,19	92,5	23,7
2	Taux de recouvrement des recettes par la DGI	23,72	23,71	98,0	18,6
3	Taux de recouvrement des recettes par la DGTCP	16,17	16,31	95,0	28,4
4	Taux de décaissement des appuis budgétaires	0,00	115,11	100,00	0,00
5	Taux de décaissement des appuis projets	11,85	44,91	86,10	18,38
6	Taux de mobilisation des ressources au profit des CT	20,88	19,67	103,0	21,4

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

¹² Les données trimestrielles sont cumulatives

III. Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers

La programmation budgétaire, l'exécution des dépenses, la gestion de la trésorerie, la tenue de la comptabilité publique, la gestion de la dette publique et la supervision des systèmes financiers sont des missions régaliennes du MEFP dont la bonne prise en charge contribue au bon fonctionnement de l'administration publique.

III.1. Exécution des dépenses

Sur une dotation ajustée de 3 694,59 milliards FCFA en 2024, le taux global d'exécution des dépenses de l'État « base engagée visée » est ressorti à 24,6% à fin mars 2024. La répartition par nature montre que les dépenses courantes ont été exécutées à 29,2% et les dépenses en capital à 17,1%.

En glissement annuel, le niveau d'exécution des dépenses à fin mars 2024 affiche une baisse globale de 62,42 milliards FCFA imputable à la baisse des dépenses en capital (-104,03 milliards FCFA). Quant aux dépenses ordinaires, elles ont augmenté de 41,62 milliards FCFA.

Tableau III.1 : Évolution trimestrielle de la situation des dépenses de l'État, engagées et visées (en milliards FCFA)¹³

Nature de dépenses	Dotation LFI ajustée 2024	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Taux d'exéc. en %	Glissement	
							Trim.	An.
Dépenses courantes	2 281,09	554,64	624,32	2 137,26	665,94	29,19	-	41,62
Charges financières de la dette	292,77	46,30	54,16	290,41	64,18	21,92	-	10,01
Dépenses de personnel	1 202,22	242,48	239,17	1 098,00	316,97	26,37	-	77,81
Dépenses d'acquisition de biens et services	246,99	54,03	61,63	211,92	41,53	16,82	-	-20,09
Dépenses de transferts courants	538,12	211,83	268,73	535,16	242,96	45,15	-	-25,76
Dépenses en atténuation des recettes	1,00	0,00	0,64	1,77	0,30	29,54	-	-0,34
Dépenses en capital	1 413,50	104,44	345,50	1 116,66	241,47	17,08	-	-104,03
Investissements exécutés par l'Etat	1 403,50	103,73	344,80	1 109,83	241,00	17,17	-	-103,79
Financement Etat	1 018,62	63,07	140,31	717,86	169,01	16,59	-	28,70
0-Etat seul	963,73	51,56	136,75	681,52	166,98	17,33	-	30,22
1-contre partie	54,88	11,51	3,56	36,34	2,03	3,69	-	-1,53
Financement extérieur	384,89	40,66	204,49	391,97	72,00	18,71	-	-132,49
2-subvention	179,59	6,16	109,63	176,28	23,16	12,89	-	-86,47
3-prêt	205,29	34,50	94,86	215,69	48,84	23,79	-	-46,02
Transferts en capital	10,00	0,71	0,71	6,82	0,47	4,66	-	-0,24
Total général	3 694,59	659,08	969,82	3 253,91	907,41	24,56	-	-62,42

Source : Direction générale du budget, CID, SIGASPE, SI-N@folo

¹³ Les données portant sur l'exécution du budget à fin trimestriel sont des variables stocks (des cumuls).

III.2. Gestion de la dette publique¹⁴

L'encours total de la dette s'est affiché à 7 161,61 milliards FCFA à fin décembre 2023. Il est dominé par sa composante intérieure qui représente 55,1%.

Par rapport au troisième trimestre 2023, l'encours de la dette extérieure a connu une baisse de 13,60 milliards FCFA. Il s'est situé à 3 216,46 milliards FCFA contre 3 054,84 milliards FCFA à la même période en 2022, soit une hausse de 5,3% en glissement annuel attribuable principalement aux prêts contractés auprès des créanciers multilatéraux.

Tableau III.2 : Évolution de l'encours de la dette extérieure (en milliards FCFA)

	T4_2021	T4_2022	T3_2023	T4_2023	Variation	
					Trim.	Annuel
Banques commerciales	57,28	54,00	50,04	64,26	14,22	10,26
BANK OF CHINA	41,52	40,88	39,27	35,07	-4,20	-5,81
Nordea Bank Danmark	14,50	11,87	10,55	9,23	-1,32	-2,64
UCBA	1,26	1,26	0,23	2,12	1,89	0,86
CISCO (USA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PARIBAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEUT. BANK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Multilatéraux	2 514,14	2 719,04	2 894,47	2 879,19	-15,27	160,15
Fonds monétaire international	199,17	184,61	228,35	225,99	-2,35	41,39
Association internationale pour le développement	1 233,88	1 343,55	1 427,59	1 426,35	-1,24	82,80
Fonds africain de développement	358,92	363,90	370,42	367,81	-2,61	3,91
Autres multilatéraux	722,18	826,99	868,11	859,04	-9,08	32,05
Bilatéraux	266,42	281,80	285,55	273,01	-12,54	-8,79
Club de Paris	94,14	139,01	143,88	136,27	-7,60	-2,73
Hors Club de Paris	172,27	142,79	141,67	136,73	-4,94	-6,06
Total Dette extérieure	2 837,84	3 054,84	3 230,06	3 216,46	-13,60	161,62

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

S'agissant de l'encours de la dette intérieure, il est en baisse de 42,20 milliards FCFA (-1,1%) et se situe à 3 945,15 milliards FCFA au quatrième trimestre 2023. En variation annuelle, il a augmenté de 47,54 milliards FCFA (+1,2%). Cette hausse s'explique notamment par la mobilisation de fonds sur le marché financier sous régional. (Confère tableau ci-dessous)

Tableau III.3 : Évolution de l'encours de la dette intérieure (en milliards FCFA)

	T4_2021	T4_2022	T3_2023	T4_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Institutions financières	3 284,59	3 598,60	3 846,07	3 853,40	7,32	254,80
Banque centrale	91,65	91,64	111,20	111,21	0,01	19,57
Bons du Trésor	356,46	86,86	180,75	157,49	-23,26	70,62
Obligations du Trésor	2 299,49	2 704,99	2 934,89	3 029,81	94,92	324,82
Banques commerciales	536,99	715,10	619,24	554,89	-64,35	-160,22
Institutions publiques financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Institutions non financières	41,64	299,01	141,27	91,75	-49,52	-207,26
Institutions privées non financières	0,00	11,23	1,72	0,00	-1,72	-11,23
Institutions publiques non financières	41,64	287,78	139,55	91,75	-47,80	-196,03
Total dette intérieure	3 326,23	3 897,61	3 987,35	3 945,15	-42,20	47,54

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, BD SYGADE

¹⁴ Les données du premier trimestre 2024 ne sont pas disponibles

Comme l'indique le tableau suivant, au quatrième trimestre 2023, le service de la dette totale s'est établi à 313,03 milliards FCFA, soit une baisse de 22,74 milliards FCFA (-6,8%) par rapport au troisième trimestre 2023. En comparaison avec la situation au quatrième trimestre 2022, il ressort une hausse de 157,21 milliards FCFA (+100,9%).

Au quatrième trimestre 2023, l'analyse des composantes du service de la dette montre que par rapport au trimestre précédent, le service de la dette extérieure a enregistré une hausse de 57,45 milliards FCFA, celui de la dette intérieure ayant baissé de 80,19 milliards FCFA. En variation annuelle, le service de la dette extérieure a connu une hausse (+69,31 milliards FCFA) de même que celui de la dette intérieure (+87,90 milliards FCFA).

Toutefois, il faut noter que le service de la dette dépend des échéances fixées avec les divers créanciers.

Tableau III.4 : Évolution du service de la dette publique par catégorie (en milliards FCFA)

	T4_2021	T4_2022	T3_2023	T4_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Dette extérieure	36,76	49,74	61,60	119,05	57,45	69,31
Multilatéraux	30,90	41,32	17,55	44,29	26,74	2,97
Bilatéraux	5,86	8,42	44,04	74,76	30,71	66,33
Dette intérieure	242,62	106,08	274,17	193,98	-80,19	87,90
Institutions financières	198,08	85,08	235,54	153,25	-82,29	68,17
Institutions non financières	44,54	20,99	38,64	40,73	2,09	19,74
Total paiements	279,38	155,82	335,77	313,03	-22,74	157,21

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, situation d'exécution du paiement de la dette, nos calculs

Comme le montre le tableau ci-après, le paiement du principal de la dette extérieure a augmenté de 49,10 milliards FCFA tandis que le paiement de celui de la dette intérieure a baissé de 52,46 milliards FCFA au quatrième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. Concernant le paiement des intérêts, il ressort une baisse de 27,74 milliards FCFA pour les intérêts dus sur la dette intérieure et une hausse de 8,35 milliards FCFA pour ceux liés à la dette extérieure, par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, le principal de la dette extérieure et celui de la dette intérieure se sont améliorés respectivement de 65,65 milliards FCFA et de 100,70 milliards FCFA.

Tableau III.5 : Évolution du service de la dette publique (principal et charges), en milliards FCFA

	T_2021	T4_2022	T3_2023	T4_2023	Glissement	
					Trim.	Annuel
Dette extérieure	14,99	49,74	61,60	119,05	57,45	69,31
Principal	11,07	38,23	54,78	103,88	49,10	65,65
Charges	3,92	11,52	6,82	15,17	8,35	3,66
Dette intérieure	93,89	106,08	274,17	193,98	-80,19	87,90
Principal	69,60	47,34	200,50	148,04	-52,46	100,70
Charges	24,29	58,74	73,67	45,93	-27,74	-12,80
Total service de la dette publique	108,88	155,82	335,77	313,03	-22,74	157,21

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, situation d'exécution du paiement de la dette, nos calculs

III.3. Suivi de quelques indicateurs de résultats

Le taux d'exécution des dépenses sur la base des liquidations à fin mars 2024 se situe à 22,0% contre 24,5% à fin mars 2023, soit une détérioration de 2,5 points de pourcentage.

En ce qui concerne l'exécution des marchés publics, au premier trimestre 2024, il ressort que 100% des marchés publics ont été conclus dans le délai requis de validité des offres. Il faut noter que 18,2% des marchés ont été conclus suivant les procédures exceptionnelles à fin mars 2024, pour une norme de 15% au maximum.

Tableau III.6 : Évolution de quelques indicateurs de résultats

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	Cible 2023	A fin mars 2022	A fin mars. 2023	A fin dec. 2023	A fin mars. 2024
1	Taux d'exécution des dépenses (base liquidation en %)	≥90	21,58	24,46	78	22
2	Délai moyen entre la liquidation et le paiement (en jours)	47	13	5	77	nd
3	Délai de paiement des dépenses après visa du PG (en jours)	30	3	2	38	nd
4	Pourcentage des marchés publics conclu dans le délai de validité des offres (en %)	>90	100	100	94	100
5	Pourcentage des marchés publics conclus suivant les procédures exceptionnelles (en % du nombre)	<15	1,96	9,35	15	18
6	Pourcentage des marchés publics conclus suivant les procédures de droit commun (en % du nombre)	≥85	98,04	90,65	85	91
7	Flux mensuel moyen des chèques impayés (en millions FCFA)	8	9,4	9,93	9	10
8	Niveau de consolidation des soldes des comptes bancaires des institutions publiques (en %)	90	13	80	70	nd

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

IV. Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat

En matière de contrôle, d'audit et de sauvegarde des intérêts de l'Etat, il est attendu du MEFP, le contrôle, l'audit, la lutte contre la fraude, le faux et la corruption, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que la prévention et la gestion du contentieux de l'Etat.

IV.1 Contrôle, audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption

Au premier trimestre 2024, le nombre total de marchés publics approuvés est de 110. Il est en baisse de 135 marchés par rapport au quatrième trimestre 2023 dû à la baisse du nombre de marchés conclus selon les modes de passation.

En glissement annuel, il ressort une hausse de 4 marchés. Cette hausse est constatée sur la « Demande de prix » et l'« Entente directe »

Tableau IV.1 : Evolution trimestrielle du nombre de marchés publics approuvés selon le mode de passation

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Appels d'offres ouverts	36	69	77	42	-35	-27
Demandes de prix	11	9	90	48	-42	39
Demande de propositions	3	18	23	7	-16	-11
Appels d'offres restreints	0	5	2	0	-2	-5
Entente directe	1	5	53	13	-40	8
Total	51	106	245	110	-135	4

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, BD des marchés publics

En se référant au tableau ci-dessous, la valeur des marchés approuvés a augmenté de 83,63 milliards FCFA par rapport au quatrième trimestre 2023.

En glissement annuel, elle a connu une baisse de 65,30 milliards FCFA pour s'afficher à 11,84 milliards FCFA au premier trimestre 2024. Cette baisse des montants est principalement attribuable à celle des « Appels d'offres ouverts » (-69,14 milliards FCFA).

Tableau IV.2 : Évolution trimestrielle des marchés publics approuvés¹⁵ selon le mode de passation (en milliards FCFA)

	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024	Glissement	
					Trim.	Annuel
Appels d'offres ouverts	1,30	74,70	12,01	5,56	-6,45	-69,14
Demandes de prix	0,23	0,24	1,60	2,29	0,69	2,06
Demande de propositions	0,21	1,48	1,53	0,28	-1,24	-1,20
Appels d'offres restreints	0,00	0,42	0,14	0,00	-0,14	-0,42
Entente directe	0,00	0,31	80,19	3,70	-76,49	3,40
Total	1,74	77,14	95,47	11,84	-83,63	-65,30

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, BD des marchés publics

Comme le montre le tableau ci-dessous, au premier trimestre 2024, il est enregistré une baisse du taux d'exécution du plan de contrôle des régies de recettes de 67,7 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023.

En glissement annuel, sur le « nombre de marchés publics de plus de 20 millions FCFA contrôlés », aucun marché n'a fait l'objet de contrôle physique à fin mars 2024, soit une baisse de 277 marchés par rapport à la même période en 2023.

¹⁵ Les données ne prennent pas en compte les demandes de cotations, les consultations de consultants, les ententes directes accordées sur la base de l'arrêté N°2023-461/MEFP/CAB du 08 septembre 2023 portant détermination des prestations spécifiques et procédures applicables, les contrats approuvés au niveau des EPE, structures régionales, provinciales, les autorités administratives indépendantes, maîtrise d'ouvrage délégué ainsi que les sociétés d'Etat.

Tableau IV.3 : Évolution de quelques indicateurs relatifs au contrôle et audit

N° d'ordre	Intitulé des Indicateurs	T1_2022	T1_2023	T4_2023	T1_2024
1	Nombre de marchés publics de plus de 20 millions FCFA contrôlés (nombre cumulé)	374	277	263	0
2	Nombre de marchés publics audités	0	1	nd	0
3	Pourcentage des comptables publics vérifiés (en %)	11,84	59,61	110,45	17,00
4	Taux d'exécution du plan de contrôle des régies de recettes (en %)	15,00	84,93	131,60	17,20
5	Nombre de missions d'investigation sur saisine réalisées	nd	11,00	nd	13,00
6	Nombre de projets, programmes audités	nd	10	nd	9
7	Nombre de Collectivités Territoriales auditées	nd	11,00	nd	1,00
8	Nombre d'EPE, de Fonds Nationaux et de Sociétés d'Etat audités	nd	15	nd	5
9	Nombre de cartographies de risques élaborés	nd	4,00	nd	0,00

Source : Rapports trimestriels du PTA au 30 septembre 2023

IV.2 Prévention et gestion du contentieux de l'Etat

A fin mars 2024, les décisions de justice rendues favorables à l'Etat sont de 83,0%. En plus, 15,0% des montants réclamés à l'Etat ont été payés et, dans le cadre du recouvrement des créances contentieuses au profit de l'Etat, un taux d'exécution de 16,0% a été réalisé.

Tableau IV.4 : Quelques indicateurs de sauvegarde des intérêts de l'Etat au cours de l'année 2023 (en %)

N° d'ordre	Intitulé des indicateurs	A fin mars. 2023	A fin dec. 2023	A fin mars 2024
1	Pourcentage des décisions favorables à l'Etat	68,9	86,0	83,0
2	Proportion des audiences assurées (Nombre total des audiences assurées sur le nombre total des audiences programmées et pour lesquelles l'AJE est avisé)	93,0	91,0	23,0
3	Proportion des dossiers d'accidents de la circulation réglés (Nombre de dossiers traités sur nombre de dossiers reçus)	36,0	92,0	100,0
4	Proportion (en montant) des décisions exécutées contre l'Etat (Montant total payé sur montant total réclamé)	38,3	3,0	15,0
5	Taux des créances contentieuses recouvrées au profit des démembrements de l'Etat (Montant total recouvré sur montant total des créances contentieuses prises en charge) ¹⁶	33,5	8,0	5,0
6	Proportion des sommes recouvrées au profit de l'Etat au titre des condamnations (DI, Frais exposés non compris dans les dépens) (Montant recouvré sur montant total des condamnations définitives au titre de l'année)	0,0	0,0	2,0
7	Proportion des créances contentieuses recouvrées au profit de l'Etat (montant effectivement recouvré sur montant à recouvrer)	37,2	82,0	16,0
8	Proportion des avis juridiques donnés aux administrations publiques (Nombre des avis donnés sur le nombre de demandes d'avis reçues)	71,4	89,0	69,0

Source : Rapports trimestriels du PTA du MEFP

¹⁶ Cet indicateur était considéré comme une proportion dans les publications antérieures.